

**Etats-Unis - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 13 mars 2018)**

Question sur les augmentations des taxes douanières aux USA et conséquences pour l'Europe

Monsieur le Député,

Je vais poursuivre ma réponse en complément de celle que j'ai apportée à M. Pont tout à l'heure. D'abord pour constater avec vous, à propos de cette annonce de mesures - elle n'est pas encore effective -, que les Etats-Unis se retirent systématiquement de tous les forums multilatéraux, que ce soit l'accord de Vienne sur l'Iran, que ce soit l'accord de Paris sur le climat, que ce soit l'UNESCO. Bref, successivement, nous assistons à ces retraits. La nouveauté c'est l'initiative douanière avec les conséquences sur l'organisation mondiale du commerce.

Je voudrais vous dire que, par rapport à cette situation, l'Union européenne, je l'ai dit il y a un instant, doit être à la fois forte et unie. D'abord parce que l'Union européenne est le deuxième exportateur de produits sidérurgiques vers les Etats-Unis. Et ces mesures unilatérales, indiscriminées, telles qu'elles ont été annoncées reproduiraient un impact négatif inacceptable sur l'industrie sidérurgique européenne, et en particulier sur l'industrie sidérurgique française.

Donc, nous devons faire deux choses en même temps. D'abord, poursuivre un dialogue étroit au niveau de l'Union européenne avec notre partenaire américain pour lui montrer qu'il n'est pas justifié de nous cibler et que nous pouvons proposer des actions communes pour lutter ensemble, dans le cadre de l'OMC, contre les pratiques commerciales déloyales.

Mais, vous avez raison, Monsieur le Député, l'Union européenne ne doit pas être naïve ; si les Etats-Unis d'Amérique adoptaient des mesures contre nos industries, nous devrions alors prendre des mesures de sauvegarde de nos intérêts industriels et de rééquilibrage de nos échanges. Et nous pourrions aussi saisir, nous, l'organe de règlement des différends de l'OMC pour contester le bien-fondé de ces mesures./.